

Des solutions économiques mondiales maintenant !

Lettre ouverte aux Chefs d'état de la réunion des Nations Unies

25 septembre 2020

Excellences,

En vue de la prochaine réunion spéciale de Chefs d'état qui se tiendra en marge de la 75e Assemblée générale des Nations Unies le 29 septembre 2020, nous vous écrivons pour vous faire part de notre profonde préoccupation, car nous n'avons encore constaté aucun dispositif véritable en direction des décisions multilatérales nécessaires pour surmonter la crise économique mondiale induite par la pandémie. La crise humanitaire et économique déclenchée par la pandémie menace le bien-être de milliards de personnes et risque de faire échouer les efforts mondiaux visant à atteindre les objectifs de développement durable et à répondre à l'urgence climatique croissante.

Nous avons besoin de toute urgence de solutions systémiques face à l'architecture économique mondiale défaillante. Les décisions prises au niveau national, bien qu'importantes, sont insuffisantes pour garantir l'espace politique et fiscal nécessaire à une transition décoloniale, féministe et juste pour les personnes et la planète. Nous devons assurer la démocratisation de la gouvernance économique mondiale, en reconnaissant le droit de chaque pays, et pas seulement de ceux qui concentrent le pouvoir ou les ressources, à s'asseoir à la table des décisions. Une nouvelle gouvernance mondiale devrait promouvoir l'égalité et les responsabilités communes mais différenciées vis-à-vis des communs mondiaux.

En amont d'une récente réunion des ministres des Finances qui s'est tenue aux Nations Unies, un « [menu d'options](#) » pour examen des gouvernements a été publié, qui inclut des recommandations clés sur des questions telles que la dette, les flux financiers illicites, les liquidités mondiales et la stabilité financière, entre autres. Le temps est venu de passer à l'action. Le monde ne peut plus se permettre d'attendre.

En vue de la réunion des Chefs d'état du 29 septembre, nous appelons les gouvernements à s'engager à mettre en œuvre les recommandations suivantes, contenues dans le « [menu d'options](#) » et mises en exergue lors de la réunion des ministres des Finances du 8 septembre 2020, tout en respectant le cadre des droits humains et en garantissant l'égalité entre les sexes ainsi que l'intégrité de l'environnement (pour plus de détails, veuillez consulter l'annexe jointe)¹ :

- D'importantes annulations de dettes et l'établissement d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine au sein des Nations Unies qui permettrait d'aborder de manière globale la dette insoutenable et illégitime ;
- L'injection de liquidités proportionnelle au niveau des besoins des pays en développement par le biais d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (DTS), combinée à une réallocation de ceux non utilisés ;
- La mise en place d'une convention fiscale sous l'égide des Nations Unies afin de s'attaquer de manière globale aux paradis fiscaux, à la fraude fiscale des sociétés multinationales et aux autres flux financiers illicites à travers un processus intergouvernemental universel placé sous les auspices des Nations Unies ;
- Ordonner la tenue d'un Sommet international sur la reconstruction économique et la réforme systémique sous l'égide des Nations Unies afin d'avancer vers une nouvelle architecture économique mondiale qui fonctionne pour les personnes et la planète. Lors de la réunion des ministres des Finances du 8 septembre 2020, la Jamaïque, à titre national, a appelé les Nations Unies à convoquer une conférence axée sur la reprise économique après le COVID-19.

Le temps de la discussion est terminé. Il est temps de passer à l'action.

¹ Le « [menu d'options](#) » publié comporte des recommandations sur les annulations de dettes (page 83), la nécessité d'avancer vers un mécanisme de restructuration de la dette souveraine (page 96), l'allocation des DTS (page 57) et l'établissement d'une convention fiscale sous l'égide des Nations Unies (page 123).

Sincèrement,

50by40	Global
AAEEH	Europe
AbibiNsroma Foundation	Ghana
Access Education International (AEI)	KENYA- EAST AFRICA
ACT Alliance	Global
Action for Sustainable Development	UK
Actionaid	Zambia
ActionAid International	Global
ADAB(Association of Development Agencies in Bangladesh)	Bangladesh
ADD International	United Kingdom
Africa Development Interchange Network (ADIN)	Cameroon
Africa Intercultural Development Support	Uganda
Africa Young Positives Network (AY+)	Africa
AFRICAN FOUNDATION FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT	NIGERIA
African Union Youth For Change	Togo
African Women's network for Community Management of Forests (REFACOF)	Cameroon and 19 African countries members
African Youth Voluntary Organization	Somalia
AFRIDAC	Bénin
Afrihealth Optonet Association [CSOs Network with UN ECOSOC Status]	Nigeria
Aid Organization	Bangladesh
Aid/Watch	Australia
Alliance contre la Pauvreté au Mali/GCAP_Mali	Mali -Ouest Afrique
Alliance for Empowering Rural Communities (AERC-Ghana)	Ghana
Alliance Sud	Switzerland
Alternatives Durables pour le Développement (ADD)	Cameroon / Afrique Centrale
Ambrela - Platform for Development Organisations	Slovakia
Amis des Étrangers au Togo: ADET	Africa
Amis des Étrangers au Togo: ADET	Afrique
ANAD	Mauritania
Anasi Farmers Association	Uganda
Apostolic Ministerial International Network	Ghana
Asia Democracy Network	Asia
Asia Development Alliance	Asia
Asian Peoples' Movement on Debt and Development (APMDD)	Philippines, Asia
ASMOK	Africa/Kenya
ASSESOAR - Associação de Estudos, Orientação e Assistência Rural	Paraná/Brasil
Associação para a Cooperação Entre os Povos (ACEP)	Portugal
Association des Femmes pour le Développement Durable Accelere (AFeDDA)	Benin
Association des Femmes pour le Développement Durable Accéléré (AFeDDA)	Bénin
Association For Promotion Sustainable Development	India
Association for Sustainable Development Livelihood Initiatives (SUSTAIN Cameroon)	Cameroon
Association pour la Promotion de l'Action Sociale et des Initiatives Communautaires (APASIC ONG)	Bénin
Association pour la Promotion Féminine et le Développement Communautaire (APFDC-BENIN)	BÉNIN
Association pour l'Intégration et le Développement Durable au Burundi, AIDB	Burundi
Associazione Comunita' Papa Giovanni XXIII (APG23)	Italy

Bagmati UNESCO Club	Nepal
Bangladesh Nari Progati Sangha (BNPS)	Bangladesh
Bangladesh Nari Progati Shangha (BNPS)	Bangladesh
Bangladesh NGOs Network for Radio & Communication	Bangladesh
BURUNDI RUGBY LEAGUE-RUGBY A XIII COOPERATIVE	Burundi
CADIRE CAMEROON ASSOCIATION	CAMEROON
CADTM	International
CAMPUS DE PENSADORAS URBANAS DELICIAS REGIÓN	MÉXICO
CENTRO SUR	Tanzania/East Africa
CAN Tanzania	Canada
Canadian Council for International Co-operation	Guinée
Carbone Guinée	REPUBLIQUE
	DEMOCRATIQUE DU
CARITAS CONGO ASBL	CONGO
CAS-ODD ONG	BENIN
CCFD-Terre Solidaire	France
CEBI - Centro de Estudos Bíblicos	Rio Grande do Sul/Brasil
CEDEAL	Ecuador, Quito, Pichincha
Centre for muslim youth in peace and development- Ghana	West African
Centro Brasil no Clima	Brasil, Rio de Janeiro
Centro Brasil no Clima	Brasil
Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF)	Dominican República
	UGANDA-EAST
CEPARD GLOBAL	AFRICA
CESE- Coordenadoria Ecumênica de Serviço	Brasil
CHIKKA FEDERATION OF INDIA	INDIA
Children and Young People Living for Peace(CYPLP)	Nigeria
CHINAR (Central Himalayan Institute for Nature & Applied Research)	India
Christian Aid	United Kingdom
Church Action for Tax Justice	United Kingdom
CIVIL SOCIETY COALITION ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT	NIGERIA/ AFRICA
Civil Society FfD Group	Global
Clímax Brasil	Brasil
CNCD-11.11.11	Belgium
Coalizão Direitos Valem Mais	Brasil
CODICE AGUASCALIENTES	Aguascalientes México
COFEM-BURUNDI	BURUNDI
Colectivo Mujeres Tlanamacalli por la Democracia, la Tierra y la Cultura	Jalisco, México
Commons Cluster of the UN NGO Major Group, Institute for Planetary Synthesis, All Win Network, Association of World Citizens	USA
COMMUNITY AND FAMILY AID FOUNDATION-GHANA	GHANA
Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd Latin America	America Latina
Construons Ensemble le Monde	RDC-AFRIQUE
Coordinadora de ONG para el Desarrollo - España	Spain
Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali "CAFO"	Mali -Ouest Afrique
Coordination SUD	France
Council for People's Development and Governance	Philippines
CRIA- Centro de Referência Integral de Adolescentes	Brasil- Bahia- Salvador
CSEND	Switzerland
CSO Youth FfD Constituency / UNMGCY	Global
Czechia Against Poverty and Inequality	Czech Republic
Dalit NGO Federation (DNF), Nepal	Nepal
DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era)	Global South
Debt Justice Norway	Norway
DemNet Hungary	Hungary
Diverlex	Venezuela
Dominican Leadership Conference	USA
Dr Uzo Adirieje Foundation (DUZAFFOUND)	Nigeria

DUKINGIRE ISI YACU
EDUC'SUCCÈS
Effe Rivista Femminista
Ekumenická akademie
Ekvilib Institut
Elat-Meyong / Femmes Solidaires
Elizka Relief Foundation
ELO Ligação e Organização
Emony Yefwe International
EMPOWER INDIA
EMPOWER INDIA
Enlaces por la Sustentabilidad
Equidad de Género, Ciudadanía, Trabajo y Familia, A.C.
Esquel Foundation
European Network on Debt and Development
Excellent World Foundation
Fédération des Associations de Personnes Handicapées du Bénin
Feminist Task Force
FEMUM ALC-Lab City
FLACJ / Foro Latinoamericano y Caribeño de Juventudes
Fondazione Finanza Etica
Fondo Semillas
Fórum Ecumênico ACT-Brasil
FORUM FOR WOMEN IN DEVELOPMENT, DEMOCRACY AND JUSTICE
Fórum ong aids RS
Forus
Foundation For Sustainable Development and Climate Action (FSDCA)
FRANK Water
Fundación Agenda Ciudadana
Fundacion Arcoiris por el respeto a la diversidad sexual
FUNDACION ECOLOGICA UNIVERSAL (FEU)
Fundación Mexicana para la Planeación Familiar, A. C. MEXFAM
Fundacion para Estudio e Investigacion de la Mujer
Fundación por la Naturaleza y la Vida FUNAVI Bolivis
Fundación Protestante Hora de Obrar / ACT Alliance
Fundación Unid@s
Garn Press (Philanthropic)
Gatef organization
GCAP Asia
GCAP Global Call for Action against Poverty
GCAP Italy
GCAP Mauritius & Halley Movement
GCAP Rwanda Coalition
Generation Justice
Gestos (soropositividade, comunicação, gênero)
Global Action to Prevent War and Armed Conflict
Global Alliance for Tax Justice

Global Campaign for Education
Global Distribution Advocates, Inc.
Global Forest Coalition
Global Forum for Media Development
Global media foundation
Global Peace and Development Organization
Global Policy Forum
Global Socio-Economic and Financial Evolution Network (GSFEN)
GREEN STUDENT
GTSC Agenda 2030 (Brazilian Civil Society Working Group for the 2030 Agenda)
Hawai'i Institute for Human Rights

BURUNDI/BUJUMBURA
BENIN
Italy
Czech Republic
Slovenia
Cameroun
Ghana
Brasil
Kenya
India
Tamil Nadu,INDIA
El Salvador
Mexico
Brazil
Europe
Nigeria
Bénin
Global
PERU - LAC
Argentina
Italia
México
Brasil

KENYA
Brasil
Global
India
Great Britain
Chile
Mexico
ARGENTINA
México
Argentina
Bolivia
Argentina
Colombia
US / Global
Egypt
Bangladesh
Global
Italy
Mauritius
Rwanda
Haiti
Brazil
New York/US
Global
Johhanesburg, South
Africa
FL
Global
Belgium
Sub-saharan Africa
Liberia
global
Nigeria
COTE D'IVOIRE

Brazil
Hawaii USA

HELPING CHILDREN	Sri Lanka
Human Health Aid - Burundi	Burundi
Huqooq-ul-Ebad Development Foundation	Pakistan
IBON International	Philippines
IDPA Perú	Perú
Indigenous Peoples Global Forum for Sustainable Development, IPGFforSD (International indigenous peoples Platform)	Bujumbura
Indigenous Peoples Global Forum for Sustainable Development, IPGFforSD (International indigenous peoples Platform)	International platform
INESC	BRAZIL
Institute for Democratic Action & Development (IDAD)	Liberia
Instituto 5 Elementos - Educação para a Sustentabilidade	São Paulo
Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas	Brasil
Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (Ibase)	Brasil
Instituto Ecoar para Cidadania	Sao Paulo -Brazil
Instituto para el Desarrollo y la Paz Amazonica	Región San Martín - Perú
Instituto Universidade Popular - UNIPOP	Amazônia - Brasil
International Alliance of Women	USA
	Global network/Based in
	Europe
International Cooperative Alliance	Switzerland
International Council of Women	Lagos
International Network for Corporate Social Responsibility (IN-CSR)	Indonesia
International NGO Forum on Indonesian Development	Russia
International Partnership and Development Organization	Azerbaijan
International Women Fund Azerbaijan	USA
International Womens Anthropology Conference	
International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAW Asia Pacific)	Malaysia
International Youth Alliance	Bulgaria, EU
International Youth Alliance for Family Planning	International
International Youth Alliance for Peace	western Province
Jairos Jiri Association	Zimbabwe
JEUNESSE RURALE ACTIVE	CAMEROUN
Joy World Foundation	Zambia
Jubileo Sur, Mujeres y Economia	Peru
JustAct Gambia	Gambia
kathak academy,special consultative status(ECOSOC)	Bangladesh
Korea SDGs Network	Korea South
Kosmos Associates	United States
KOTHOWAIN (vulnerable peoples development organization)	BANGLADESH
Latindadd	Peru
Leads India	India
Madhyam	India
Medical IMPACT	México
Mindanao Interfaith Services Foundation Inc.	Philippines
Missionary Oblates of Mary Immaculate	Global
Mom Loves Taiwan Association	Taiwan
Mother of Hope Cameroon (Mohcam)	Cameroon
Movendi International	Global
Mujeres, Democracia y Ciudadanía A.C.	MÉXICO
Murna Foundation	Nigeria/West Africa
MY World Mexico	Mexico
National Campaign for Sustainable Development Nepal	Bagmati
National Coalition of Civil Society Organizations of Liberia	Liberia
National Society of Conservationists - Friends of the Earth Hungary	Hungary
National Youth Council of Ireland	Ireland
Nazirite International	Nigeria
New Future Foundation	US and Africa
NGO Federation of Nepal	Asia, Nepal
NGO Federation of Nepal	Nepal
Ninguna	México

Noble Delta Women for Peace and Development Int'l	Nigeria
Norwegian Forum for Development and Environment (ForUM)	Norway
Nous avons signé. Dapi benin ong	Bénin
OBSERVATOIRE AFRICAIN DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DES DROITS FONDAMENTAUX (OLPDF-AFRIQUE)	Benin et dans l'Afrique
Odri Intersectional rights	Peru
Ohaha Family Foundation	Nigeria
ONG – L'ÉVEIL POUR LA PROMOTION ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE INTÈGRE (E.P.D.I.) o	république du Bénin
ONG ADDD (Action Développement Durable Décentralisée)	Benin
ONG AMSHART	Bénin
ONG BENIN ACTION	Benin
ONG Bouge/ ONG Initiative pour l'Education et le Contrôle du Tabagisme	BENIN
ONG Femme Rurale	Bénin
Ong Glegbenu / Task Force Citoyenne de médiation pour la paix et la démocratie dans les pays de la CEDEAO	Bénin
ONG ITODJU	Bénin
ONG PADJENA	Bénin
ONG PROGIDEC	Bénin
ONG Santé et Action Globale	Lomé Togo
Organisation pour la protection de l'environnement Guinéen OPEG	République de Guinée
Parlement des Jeunes Leaders de la Société Civile Guinéenne	GUINEA
Participatory Development Action Program	Asia
Pensadoras Urbanas campus coyoacan	CDMX Ciudad de Mexico
PJUD ONG	BENIN
Planned Governance Network	Zambia
Plateforme Française Dette & Développement	FRANCE
Probes ONG	BENIN
Processo de Articulação e Diálogo entre Agências de Cooperação e Parceiros Brasileiros	BRASIL
PSI Africa	Ghana
Public Eye	Switzerland
Reality of Aid Global Network	Global Network
Red Dot Foundation	India
Red Dot Foundation Global	USA
Red Internacional de Promotores ODS	Latinoamerica y el Caribe
Red Mira_Pensadoras Urbanas	México, CDMX
Regional Centre for International Development Cooperation (RCIDC)	East africa
Regional Centre for International Development Cooperation (RCIDC)	East africa
Regions Refocus	USA
REJEB	BENIN
Religion Raelienne Congo	République du Congo
Religious of the Sacred Heart of Mary - NGO	United States of America
Religious of the Sacred Heart of Mary - NGO at the UN	International
RENICC-LATINDADD-AOED LAC	Nicaragua , Mesomerica
Réseau Foi & Justice Afrique Europe antenne France	France
Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix en signe	République du Congo
PAYNCOP	Benguerir , Morocco
Rhamna Women Association	BENIN
RIFONGA- BENIN (Réseau pour l'Intégration des Femmes des ONG et Associations Africaines)	Lebanon
Rise2030	Pakistan
Roots for Equity	Nepal (Asia)
Rural Area Development Programme (RADP)	Somalia Specailty. South West Somalia. Baidoa.
Samakab Youth Development Organization.	Chile
SEDRA,Mesavinculacio org sociedad civil cepal	Brasil
SERTA -SERVIÇO DE TECNOLOGIA ALTERNATIVA	USA
Servicios Ecumenicos para Reconciliacion y Reconstruccion- SERR	USA
Servicios Ecumenicos para Reconciliacion y Reconstruccion	United States

sfbsp-BURUNDI	BURUNDI
Shanduko Yeupenyu Child Care	Harare Zimbabwe
Silambam Asia	Malaysia
Sisters of Charity Federation	United States
Sisters of Notre Dame de Namur	Global
Smart Servant Leaders Program	Benin
Social and Economic Policies Monitor (Al Marsad)	Occupied Palestine
SOCIAL WATCH / CONTROLE CITOYEN AU BENIN	BENIN
Society for Conservation and Sustainability of Energy and Environment in Nigeria (SOCSEEN)	Nigeria
Society for International Development	International
SOLIFONDS	Switzerland
Soroptimist International	Global
SOS CORPO Instituto Feminista para a Democracia	Brasil
SPJIMR	India
Step Up Youth Initiative Uganda	Uganda, East Africa
Success Capital Organisation	Botswana
Sugur Development Agency (SUDA)	Uganda
Swachhalay	India
Tanzania Coalition on Debt and Development (TCDD)	Tanzania
Tax Justice Network	International
Tax Justice Network Norway	Norway
Tax Justice UK	UK
Tax Reconciliations	United Kingdom
TDJ-BURUNDI	Burundi
TDJ-burundi	Burundi
The Bretton Woods Project	United Kingdom
The Equality Trust	United Kingdom
The international federation of medical students associations	Global
The Reality of Aid - Asia Pacific	Philippines - Asia Pacific
third world network-africa	Ghana
Tripla Difesa Onlus	Italy
Tripla Difesa Onlus	Italy - Florence
Two Hands One Life	Uganda
UnB2030	DF
	Greece, Balkans, Eastern Mediterranean
UndebtedWorld	India
UNDESA, UNV AND UNCTAD SUMMER SCHOOL 20	Maroc
Union de l'Action Féministe	
Union des Amis Socio Culturels d'Action en Développement (UNASCAD)	Haiti
United for Climate Action	Ecuador
Universidade Estadual do Norte Fluminense Darcy Ribeiro	Brazil
University College Dublin	Ireland
Urgent Action Fund for Women's Human Rights	US/Global
Uso Inteligente ASV AC	Mexico
VADID (Volontaires d'Action pour le Développement Intégré et Durable)	Bénin
VIJANA NA CHILDREN FOUNDATION -VINACEF UGANDA	UGANDA
Virtual University for International Relations (VUFIR)	West Africa
VOICE	Bangladesh
Wada Na Todo Abhiyan (WNTA)	India
Watchman Relief Association Global	Cameroon
WECF International	Netherlands
Wemos	Netherlands
WFM - Canada	Canada
Womankind Worldwide	UK
Women and Modern World Social Charitable Center	Azerbaijan
Women for Water Partnership	Netherlands / Global
Women Trust Initiative	Zambia
Women's Working Group on Financing for Development	Global

Women's Budget Group	UK
Women's Environment and Development Organization	New York
Women's Major Group	Global
World Silambam Association	Malaysia
World Yoga Association	Malaysia
World Youth Summit NPC	South Africa
YOTAN-Partners for Social Accountability	Liberia
Youth Action Hub Guinea - UNCTAD	Guinée
Youth and Women for Opportunities Uganda-YWOU	Uganda
Youth Empowerment and Support Initiative-Africa (YESI Africa)	Uganda
Youth For Environment Education And Development Foundation (YFEED Foundation)	Nepal, South Asia
Youth for Tax Justice Network	Africa
Youth Vision Society	Palestine
Zimbabwe Women's Bureau	Zimbabwe

ANNEXE – Appel à l'action portant sur les éléments clés du programme du financement du développement

- **Annulation de la dette et mécanisme de restructuration de la dette souveraine sous l'égide des Nations Unies**
 - Annulation permanente des paiements de dette extérieure pendant au moins quatre ans pour l'ensemble des pays en développement dans le besoin et sans pénalités ;
 - Mise à disposition de financements supplémentaires d'urgence sans créer de dette supplémentaire, ni de conditionnalités ;
 - Protection des pays en développement contre les poursuites judiciaires lorsqu'ils cessent de payer leurs dettes aux niveaux national et multilatéral ;
 - Une initiative d'allègement de la dette visant à ramener les dettes des pays en développement à des niveaux soutenables et qui tienne compte des besoins de financement à long terme des pays pour poursuivre les ODD, les objectifs climatiques et leurs engagements en matière de droits humains et d'égalité des sexes ;
 - Un mécanisme des Nations Unies consacré à la restructuration de la dette souveraine qui permettrait d'aborder de manière globale la dette insoutenable et illégitime.

- **Convention fiscale sous l'égide des Nations Unies**
 - Il est temps de soutenir un processus intergouvernemental véritablement universel aux Nations Unies pour s'attaquer de manière globale aux paradis fiscaux, à la fraude fiscale des sociétés multinationales et aux autres flux financiers illicites qui drainent et entravent la redistribution des ressources essentielles à la lutte contre les inégalités, en particulier l'inégalité entre les sexes.
 - L'imposition des revenus, des richesses et du commerce devrait être considérée comme un moyen de soutenir les cadres des droits humains convenus à l'échelle internationale, du fait que sans imposition, il est impossible de mobiliser le maximum des recettes disponibles. La fraude et l'évasion fiscales doivent également être considérées dans le cadre des obligations extraterritoriales des États à l'égard des autres États de ne pas entraver la jouissance des droits humains en bloquant le financement à travers des lois et des règles fiscales abusives et en permettant aux entreprises et aux particuliers fortunés de faire un usage abusif des systèmes fiscaux.

- **Un mécanisme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des technologies**
 - Alors que les Nations Unies, les gouvernements et les institutions sont aux prises avec la gouvernance des technologies numériques, il est urgent de mener des délibérations larges, transparentes, inclusives, accessibles et participatives concernant les impacts actuels et potentiels de ces technologies sur l'environnement, le marché du travail, les moyens d'existence et la société ;
 - Il convient de développer les capacités en matière d'examen des perspectives et de prévision, qui devraient impliquer l'identification des options allant au-delà des solutions technologiques. Les mesures de gouvernance en matière de technologies ne se limitent pas à la réglementation, mais garantissent que le bien commun demeure l'objectif ultime et prime sur les profits.

- **Evaluation des répercussions du cadre actuel du commerce et de l'environnement sur le développement**
 - Pour garantir que les pays en développement conservent une flexibilité maximale dans leurs politiques de commerce et d'investissement, aucun accord contraignant en matière de commerce et d'investissement, y compris à l'OMC, ne devrait être négocié ou signé ;
 - Un moratoire sur les cas de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE, investor-state dispute settlement, ISDS, en anglais), et la non-application ou la violation des engagements actuels en matière de commerce et d'investissement, y compris les règles relatives aux droits de propriété intellectuelle dans le cadre des ADPIC et ADPIC-Plus, si ceux-ci entrent en contradiction avec les objectifs de politique publique, y compris les objectifs économiques et sanitaires, pendant la pandémie ;
 - Garantir un instrument international juridiquement contraignant pour réglementer, dans le cadre du droit international des droits humains, les activités des sociétés transnationales et les placer face à leurs responsabilités au titre de leurs violations des droits humains en apportant un soutien aux négociations en cours pour le traité contraignant des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme dans le cadre du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme.

- **Evaluation des risques systémiques posés par des instruments et des acteurs du secteur financier non réglementés ou insuffisamment réglementés**
 - Convenir d'une réglementation et d'une surveillance adéquates des institutions financières, des agences de notation et des fonds spéculatifs dans le cadre des Nations Unies ;
 - Une interdiction mondiale de la vente à découvert sur tous les marchés et un renforcement de la réglementation/surveillance de la négociation à haute fréquence ;

- Un accord mondial sur l'importance de la gestion des comptes de capitaux pour prévenir la fuite des capitaux, limiter les opérations spéculatives et enrayer la baisse des prix des devises et des actifs ;
 - Une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) doit être convenue, en fonction du niveau des besoins des pays en développement ;
 - Un Fonds mondial pour la protection sociale universelle destiné à aider les pays les plus vulnérables à faire face à la pandémie.
- **Révision des résultats des PPP en matière de développement et de l'approche privilégiant le financement privé**
 - Nous rejetons l'approche consistant à maximiser les financements pour le développement (*Maximising Finance for Development*, MFD, en anglais), qui implique une attitude problématique accordant la préférence au financement privé du développement et une hypothèse plutôt irréaliste selon laquelle le financement privé interviendra pour combler les déficits de financement. Alors que les bailleurs et les institutions prônent de passer des milliards aux milliers de milliards et font la promotion du financement mixte, dont l'impact sur le développement reste encore à prouver, la réalité est qu'ils ne se montrent pas à la hauteur de leurs propres engagements et qu'ils régressent au contraire.
 - Il est nécessaire de réaffirmer la centralité des politiques et des investissements publics. Nous appelons les gouvernements à déclarer un moratoire sur le financement des partenariats public-privé (PPP), leur promotion ou la réalisation d'une évaluation technique les concernant et sur les approches consistant à donner la préférence au financement privé jusqu'à ce qu'un examen indépendant de leurs résultats en matière de développement ait été mené.
 - **Révision du cadre de l'APD**
 - Les partenariats pour le développement durable devraient respecter l'appropriation locale des processus de développement, en vertu de laquelle toutes les parties prenantes concernées, y compris les communautés locales et les organisations de la société civile (OSC), peuvent être activement impliquées. Nous appelons également les donateurs à respecter l'intégrité de l'APD et du programme de l'efficacité de l'aide.
 - Nous demandons aux membres du CAD d'inverser immédiatement la baisse de l'APD en pourcentage du RNB, d'atteindre et, si possible, de dépasser l'objectif consistant à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'APD sous forme de subventions inconditionnelles et de soutien technique.
 - Nous appelons tous les donateurs à veiller à ce que l'aide au développement ne soit pas détournée mais renforce la réponse humanitaire apportée à la crise et à s'assurer que les réponses d'urgence soient alignées sur les priorités des pays en développement sans conditionnalités.